



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 19 mars 2019	WFP/EB.A/2019/8-A/7/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays — Madagascar (2019-2024)

Durée	1 ^{er} juillet 2019–30 juin 2024
Coût total pour le PAM	297 424 041 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Madagascar est un pays à faible revenu dont la situation alimentaire est considérée comme alarmante selon l'indice de la faim dans le monde de 2017. Quatre-vingts pour cent de la population y vit dans la pauvreté, et la faiblesse des revenus et de la productivité agricole contribue à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette situation est aggravée par la dégradation des ressources naturelles, l'accroissement de la fréquence et de la gravité des chocs liés au climat, la capacité limitée des systèmes de gouvernance et des infrastructures, les inégalités entre les sexes et les pratiques traditionnelles qui perpétuent la malnutrition. Plus de la moitié de la population malgache perçoit un revenu inférieur au coût du régime alimentaire nutritif minimal et 47 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance.

L'État a énoncé ses priorités de développement dans le plan national de développement pour 2015-2019, qui visent à atteindre les objectifs de développement durable grâce à des stratégies qui favorisent une croissance économique inclusive et la constitution d'un capital humain, économique et environnemental à l'appui du développement durable, approche que l'on retrouve dans la stratégie de développement intégré du Grand Sud de 2018. Le PAM est particulièrement bien placé pour contribuer à la réalisation de ces objectifs en aidant l'État à mettre en place des systèmes efficaces pour les interventions en cas de crise, la protection sociale, l'alimentation

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

M. M. Ouedraogo
Directeur de pays
courriel: moumini.ouedraogo@wfp.org

scolaire, la prévention de la malnutrition et la résilience des moyens d'existence. Ces activités contribueront à la mise en œuvre des objectifs du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement actuel, et de ceux des plans-cadres futurs, et à la concrétisation de l'ambition stratégique du Gouvernement qui est de valoriser et de préserver le capital naturel de Madagascar en se basant sur une croissance forte et inclusive au service du développement équitable et durable pour tous¹.

Le plan stratégique de pays du PAM s'appuie sur les enseignements tirés de l'examen stratégique national Faim zéro de 2017-2018, des évaluations d'opérations passées, d'une synthèse des constatations des évaluations et d'un examen de la problématique femmes-hommes. Ensemble, ces divers documents mettent en lumière le rôle que le PAM peut jouer pour accompagner la transformation des relations entre les sexes afin de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des femmes, des hommes, des filles et des garçons vulnérables, tout en contribuant aux mesures de renforcement de la résilience. Afin de maximiser l'impact de ces activités, le PAM aidera les pouvoirs publics à mettre en place un système de protection sociale qui soit réactif aux chocs et lié à un solide système national de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Il sera prévu dans toutes les activités des partenariats interinstitutions concernant la mise en œuvre de programmes spécifiquement axés sur la nutrition et à dimension nutritionnelle, ainsi que des mesures de renforcement des capacités institutionnelles pour consolider l'encadrement par les pouvoirs publics et la viabilité.

Le plan stratégique de pays compte cinq effets directs stratégiques qui se renforcent mutuellement et ont pour but de: promouvoir un système de protection sociale intégré et réactif en cas de choc garantissant que les populations vulnérables ont accès à des aliments nutritifs avant, pendant et après les crises; fournir aux enfants scolarisés des communautés vulnérables un accès à des aliments nutritifs; faire bénéficier les femmes, les adolescentes et les enfants vulnérables des approches intégrées de la prévention de la malnutrition; renforcer la résilience des ménages et des communautés de petits exploitants vulnérables; et veiller à ce que les interventions visant à répondre aux besoins chroniques ou immédiats bénéficient des capacités et des ressources nationales renforcées de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.

Ce plan stratégique de pays est en cohérence avec les résultats stratégiques 1, 2, 4 et 8 du PAM et contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17, ainsi que des cibles nationales liées aux objectifs de développement durable concernant l'égalité des sexes, l'éducation, la santé, le changement climatique et la durabilité.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour Madagascar (2019-2024) (WFP/EB.A/2019/8-A/7) pour un coût total pour le PAM de 297 424 041 dollars É.-U.

¹ Ministère de l'économie et de la planification. 2015. Plan national de développement 2015–2019. Disponible à l'adresse: <https://www.cabri-sbo.org/fr/documents/national-development-plan-2015-2019>.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Quatrième plus grande île au monde, Madagascar est un pays à faible revenu qui compte près de 25 millions d'habitants, dont environ 51 pour cent sont des femmes et des filles, 60 pour cent ont moins de 25 ans et 42 pour cent moins de 15 ans. Madagascar est divisée en 22 régions administratives, dont trois – Atsimo Andrefana, Androy et Anosy – constituent ce que l'on appelle le Grand Sud².
2. À Madagascar, le revenu national brut par habitant est de 1 358 dollars et le pays se classe au 161^{ème} rang sur les 189 pays considérés pour l'indice de développement humain de 2018. Les périodes précédentes de croissance ont été suivies de crises politiques répétées à l'origine des récessions économiques qui ont érodé la richesse de Madagascar³. Le pays est noté 0,962 pour l'indice de développement humain corrigé de l'inégalité entre les sexes pour 2017, soit un niveau d'égalité entre les femmes et les hommes se situant entre moyen et important; mais 80 pour cent de la population vit avec moins de 1,90 dollar par jour⁴.
3. Quatre-vingt-cinq pour cent des pauvres vivent en milieu rural, où 63 pour cent de la population sont des agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance qui ont un accès insuffisant aux marchés urbains⁵. La productivité agricole est freinée par les chocs liés au climat, la dégradation des ressources naturelles et la capacité limitée des systèmes de gouvernance et des infrastructures du pays à faire face aux répercussions des changements climatiques. Madagascar est classée 8^{ème} sur 180 pays selon l'indice mondial des risques climatiques de 2015⁶. Le pays a vu la fréquence et l'intensité des catastrophes s'accroître entre 1982 et 2015, période au cours de laquelle 2 200 cyclones, inondations et épisodes de sécheresse ont été enregistrés. Les effets de ces événements contribuent aux taux nationaux élevés de pauvreté⁷.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

4. *Accès à la nourriture.* Madagascar est classée 116^{ème} sur 119 pays selon l'indice de la faim dans le monde, une situation jugée alarmante. Environ 13 millions de personnes y vivent avec un revenu qui ne leur permet pas de consommer 2 100 calories par jour⁸. En 2016 et en 2017, 60 pour cent des ménages du Grand Sud vivaient dans l'insécurité alimentaire à la suite d'un épisode de sécheresse ayant détruit 90 pour cent des cultures⁹. Vingt-neuf pour

² Central Intelligence Agency. 2018. *World Factbook*. Voir: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ma.html>.

³ Banque mondiale. 2015. *Diagnostic systématique de pays: Madagascar*. Voir: <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/130511468185962850/pdf/99197-REVISED-FRENCH-Box394822B-PUBLIC-SCD-Madagascar-final-definitif.pdf>.

⁴ PNUD. 2017. *Gender Development Index*. Voir: <http://hdr.undp.org/en/composite/GDI>.

⁵ Banque mondiale. 2016. *Madagascar Macro Poverty Outlook*. Voir: <http://pubdocs.worldbank.org/en/615781477329260085/mpo-am16-mdg.pdf>. Des données quantitatives ventilées par sexe et par âge ne sont guère disponibles pour Madagascar, mais sont indiquées chaque fois que cela est possible.

⁶ Germanwatch. 2017. *Global Climate Risk Index*. Voir: <https://data.opendevelopmentmekong.net/dataset/92d989a2-5f16-4d31-a18c-d834643f5738/resource/0c490946-e4bf-445a-b72b-06c8596355ac/download/03-global-climate-risk-index-2017.pdf>.

⁷ Banque mondiale. 2017. *Madagascar Economic Update, October 2017: Coping with Shocks*. Voir: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28825>.

⁸ Banque mondiale. 2014. *Visage de la pauvreté à Madagascar: Évaluation de la pauvreté, du genre et de l'inégalité*. Voir: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/18250?locale-attribute=fr>.

⁹ FAO et PAM. 2016. *Special report summary: FAO/WFP Crop and Food Security Assessment Mission to Madagascar*. Voir: <https://www.wfp.org/content/madagascar-fao-wfp-crop-food-security-assessment-mission-october-2016>.

cent étaient dirigés par une femme. L'accès limité à la nourriture est aggravé par des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes, notamment l'usage coutumier qui les tient à l'écart des terres et des ressources, leur lourde charge de travail et le mariage précoce des filles, et le fait que les femmes continuent d'assurer la grande majorité des soins et des travaux domestiques non rémunérés¹⁰.

5. *Mettre fin à la malnutrition.* Madagascar perd chaque année 1,53 milliard de dollars en produit intérieur brut (PIB) à cause de la malnutrition infantile: 44 pour cent de la mortalité infantile est associée à la dénutrition; 48 pour cent des garçons et 46 pour cent des filles de moins de 5 ans présentent un retard de croissance. On constate une corrélation entre, d'une part, le retard de croissance et, de l'autre part, l'inadéquation du régime alimentaire – en quantité et en qualité –, l'insuffisance pondérale à la naissance et le faible niveau d'instruction de la mère. Plus d'un tiers des femmes deviennent mère avant l'âge de 18 ans¹¹ et un tiers des décès maternels sont liés à des grossesses d'adolescentes. Quarante-deux pour cent des nourrissons de moins de 6 mois sont nourris exclusivement au sein et seulement 31 pour cent des enfants de 6 à 23 mois bénéficient d'une alimentation suffisamment variée¹². La malnutrition aiguë globale touche 8,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans – 10 pour cent de garçons et 6,5 pour cent de filles. La malnutrition est aggravée par la diarrhée et d'autres maladies qui empêchent l'absorption des nutriments. L'anémie touche 35 pour cent des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans et 50 pour cent des enfants de moins de 5 ans. La moitié des 60 000 personnes atteintes de tuberculose (51 pour cent de femmes et de filles) et des 54 000 personnes atteintes du VIH (43 pour cent de femmes et de filles) qui sont admises chaque année dans les centres de traitement souffrent de malnutrition aiguë¹³.
6. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Bien que 77 pour cent des hommes et 74 pour cent des femmes dépendent de l'agriculture de subsistance pour leur alimentation, leur emploi et leurs revenus, les petits exploitants ne contribuent au PIB qu'à hauteur de 25 pour cent. Les agriculteurs manquent d'infrastructures de base et de services d'approvisionnement en eau et en énergie; de ce fait, leur productivité est faible et leur activité agricole est excessivement tributaire du travail manuel. Alors que les femmes assument 45 pour cent des tâches agricoles et sont responsables de la nutrition et de la sécurité alimentaire de leur famille, elles ont moins accès que les hommes à la terre, aux financements et aux variétés modernes de semences. Qui plus est, leur charge de travail domestique est lourde, elles manquent d'informations sur les marchés et de compétences, et les usages culturels restreignent leur droit de travailler hors de leur foyer¹⁴.
7. *Systèmes alimentaires durables.* La faiblesse et le déclin des rendements agricoles s'expliquent par l'augmentation des températures saisonnières, la diminution des précipitations ainsi que par l'intensité et la fréquence accrues des inondations, des cyclones et des épisodes de sécheresse. Les effets des crises sont amplifiés par l'insuffisance des infrastructures commerciales et de transport, la dégradation des terres, la médiocrité des

¹⁰ FAO. 2013. *Madagascar et le pluralisme juridique: peut-on concilier droit statutaire et droit coutumier pour promouvoir les droits fonciers des femmes?* Voir: <http://www.fao.org/3/a-i4007f.pdf>.

¹¹ FNUAP. 2013. *Adolescent Pregnancy: A review of the evidence.* Voir: https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/ADOLESCENT%20PREGNANCY_UNFPA.pdf.

¹² J. Morris et al. 2014. *Maternal Health Practices, Beliefs and Traditions in Southeast Madagascar.* Voir: <http://www.bioline.org.br/pdf?rh14048>.

¹³ UNICEF. 2018. *Eau, assainissement et hygiène.* Voir: <https://www.unicef.org/madagascar/programme/wash>.

¹⁴ Données de la Banque mondiale. 2017. *Emploi des femmes dans l'agriculture.* Voir: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=MG>.

services techniques et des institutions et le recours à des méthodes de culture manuelle¹⁵. Les femmes ont un accès insuffisant à la téléphonie mobile, à l'assistance technique et au crédit, ce qui ne leur permet guère d'obtenir les informations agrométéorologiques, d'alerte rapide et commerciales nécessaires pour faire des choix éclairés concernant les cultures, le calendrier des semis et les stratégies commerciales. En conséquence, le déficit céréalier national s'est creusé, passant de 92 000 tonnes en 2000 à 518 000 tonnes en 2016. Très peu d'agriculteurs ont les connaissances et les moyens nécessaires pour adapter leurs systèmes d'exploitation à l'évolution des circonstances¹⁶.

Environnement macroéconomique

8. Après la crise politique qu'a connue le pays de 2009 à 2013, la reprise économique a été lente. Pour 2017, la croissance (4,2 pour cent) est restée inférieure à l'objectif national de 5 pour cent. Avec un taux d'accroissement démographique annuel de 2,8 pour cent, les ressources publiques disponibles pour assurer la protection sociale des groupes vulnérables sont mises à rude épreuve¹⁷. Madagascar a des moyens insuffisants pour fournir des services de base et se classe au 162^{ème} rang sur 190 pays selon un indice de la Banque mondiale qui mesure la facilité de faire des affaires dans le pays; les entraves à l'entreprise sont notamment l'accès limité à l'énergie, au crédit et aux débouchés commerciaux et l'insuffisance de la supervision par les services administratifs et juridiques¹⁸. À peine 8,6 pour cent des adultes sont titulaires d'un compte dans une institution financière, contre 43 pour cent pour l'Afrique subsaharienne¹⁹.

Principaux liens intersectoriels

9. La dégradation de l'environnement par l'homme est à l'origine de l'érosion des sols, des pénuries d'eau et de la perte de biodiversité, qui ont des conséquences sociales, économiques et environnementales transversales. Bien que 53 pour cent des dépenses publiques soient financées par l'aide publique au développement (APD), le montant net de l'APD par habitant de Madagascar est le troisième plus faible de l'Afrique subsaharienne²⁰. Des investissements publics limités expliquent les défaillances de l'administration et des infrastructures. Soixante pour cent de la population vit à plus de 5 kilomètres d'un centre de santé. Les dépenses nationales par élève et les ratios portant sur le nombre d'élèves par enseignant dans le cycle primaire sont nettement inférieurs aux normes internationales²¹. L'augmentation du chômage pendant la crise politique a conduit les ménages à déscolariser leurs enfants et le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire est tombé de 96 pour cent en 2009 à 69 pour cent en 2013. Trente-neuf pour cent des enfants des ménages appartenant au quintile le plus pauvre ne sont pas scolarisés. La parité des sexes est certes atteinte dans le primaire avec un ratio filles/garçons de 1,05, mais ce ratio diminue

¹⁵ Gouvernement malgache. 2016. Stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes 2016-2030. Voir: <http://preventionweb.net/go/59392>.

¹⁶ C. Harvey. 2014. *Phi. Tr. Royal Society of Biol. Sc.* 369 [1639].

¹⁷ Banque mondiale. 2018a. Madagascar, Évolutions économiques récentes: Favoriser l'inclusion financière. Voir: <https://www.worldbank.org/fr/country/madagascar/publication/madagascar-economic-update-fostering-financial-inclusion>.

¹⁸ Banque mondiale. 2017. *Doing Business 2018*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/148301510039513078/Doing-Business-2018-reforming-to-create-jobs-Madagascar>.

¹⁹ Banque mondiale. 2014. *Financial Inclusion Data, Madagascar*. Voir: <http://datatopics.worldbank.org/financialinclusion/country/madagascar>.

²⁰ Banque mondiale. 2018. Aide publique au développement nette reçue. Voir: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ODAT.CD>.

²¹ Centre des politiques et des données sur l'éducation. 2014. *Madagascar National Education Profile*. Voir: <https://www.epdc.org/education-data-research/madagascar-national-education-profile-2018>.

à mesure que l'on avance dans les études; il est ainsi de 0,93 pour l'achèvement du cycle primaire et de 0,86 pour l'achèvement des études secondaires.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

10. En 2017 et 2018, le Ministère de l'économie et de la planification a réalisé un examen stratégique Faim zéro afin de définir les stratégies nationales pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable (ODD) 2 qui viseront à remédier aux inégalités liées au sexe, à l'âge et au handicap, entre autres défis à relever. Lors de cet examen, le Gouvernement, les partenaires des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et les communautés ont analysé en détail les causes de la faim et de la pauvreté à Madagascar. Ils ont mis en évidence onze grands problèmes: des lacunes dans la conception et la mise en œuvre des programmes nationaux; des investissements limités dans les capacités institutionnelles; une coordination insuffisante entre les organismes; la faible valeur nutritive des régimes alimentaires dans le pays; la médiocrité des infrastructures de santé, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène; la faible productivité des systèmes d'exploitation agricole; l'insécurité locale; des investissements limités dans l'infrastructure rurale; le manque d'appui aux petits exploitants pour les aider à s'adapter aux effets des changements climatiques et à les absorber; la mauvaise qualité des systèmes d'alerte rapide, de préparation et d'intervention; la discrimination fondée sur le sexe, l'âge ou le handicap renforcée par des normes socioculturelles et des pratiques structurelles qui assignent un faible statut social aux femmes, aux jeunes et à d'autres groupes marginalisés²².

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

11. Le plan national de développement de Madagascar pour 2015-2019 vise à valoriser et à préserver le capital naturel de Madagascar en se basant sur une croissance forte et inclusive au service du développement équitable et durable pour tous, et ce en favorisant une croissance économique inclusive et en renforçant le capital humain, économique et environnemental à l'appui du développement durable. Dans le cadre de ce plan, le Gouvernement a élaboré les politiques et stratégies suivantes afin de progresser vers la réalisation de l'ODD 2:
 - La politique nationale de protection sociale (2015), qui vise à améliorer l'accès aux services sociaux de base, et à protéger et favoriser les groupes à risque.
 - Le troisième plan national d'action pour la nutrition (2017-2021), qui vise à renforcer la prévention de la malnutrition et la prise en charge de la malnutrition aiguë, à aider les adolescentes et à améliorer l'enrichissement des aliments, la protection sociale et les mesures concernant la nutrition en milieu scolaire.
 - La politique nationale d'alimentation scolaire (2017-2021), qui vise à élargir l'accès aux repas scolaires et au soutien complémentaire, à accroître la production et les achats locaux et à renforcer les capacités nationales d'alimentation scolaire conformément au plan sectoriel de l'éducation (2018-2022).

²² Parmi les normes socioculturelles qui perpétuent les inégalités figurent le mariage des enfants, les mauvaises habitudes nutritionnelles et l'exclusion économique. Les pratiques structurelles sont notamment la non-prise en compte des besoins des femmes par les systèmes de protection sociale et la faible représentation politique des femmes et des personnes handicapées à tous les niveaux de gouvernance.

- Le programme sectoriel agriculture, élevage et pêche (2016-2020), qui vise à assurer une utilisation plus durable des ressources, à accroître la productivité et l'accès aux marchés, à contribuer à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition et à réduire les risques.
 - La stratégie nationale d'adaptation et d'atténuation au changement climatique (2012-2025), qui vise à renforcer les activités d'adaptation au changement climatique et à soutenir les stratégies de réduction des risques en recourant à des instruments de financement durable. Cette stratégie donne les orientations pour le programme d'action national d'adaptation (2006) et les contributions prévues déterminées au niveau national de Madagascar (2016) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.
 - La stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe (2016-2030), qui vise à renforcer les systèmes nationaux de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise à l'appui du plan national de développement.
12. Le Ministère de l'économie et de la planification a également élaboré une stratégie de développement intégré du Grand Sud de Madagascar²³, qui mise sur la mise en valeur des infrastructures (routes, eau et énergie) comme moteur de l'intégration économique de la région.
13. La plupart des politiques et des stratégies des pouvoirs publics font spécifiquement référence à la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes, mais le manque de moyens entrave la mise en œuvre des mesures prises pour atteindre ces objectifs. Comme le plan d'action national genre et développement (2004-2008) était insuffisamment appliqué, le Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme a élaboré la stratégie nationale de lutte contre la violence fondée sur le genre (2017-2020), qui favorise la coordination entre les diverses parties prenantes en matière de prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre, de protection et de réponses à y apporter.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

14. Le plan national de développement constitue la base du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2015-2019, qui fixe les priorités de l'équipe de pays des Nations Unies et l'orientation géographique et stratégique des programmes visant à éliminer la faim.
15. Les grands axes du PNUAD déterminent l'orientation de la contribution du PAM à la réalisation de l'ODD 2. Ils sont conformes aux principes de complémentarité, de hiérarchisation des priorités et d'appui aux groupes vulnérables qui caractérisent l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Ils donnent en outre un cadre aux partenariats que le PAM établit avec les organismes des Nations Unies, les donateurs, le secteur privé et les ONG.

²³ Ministère de l'économie et de la planification. 2018. Stratégie de développement intégré du Grand Sud de Madagascar. Voir: <http://pshp-mada.org/document/strategie-de-developpement-integre-du-grand-sud-de-madagascar/>.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

16. À la suite d'évaluations antérieures des opérations du PAM et de l'examen synthétique de leurs conclusions réalisé en 2018, il a été recommandé que le PAM mette davantage l'accent sur l'assistance alimentaire et nutritionnelle vitale:
- en concentrant ses activités sur un nombre plus réduit de zones afin d'améliorer l'efficacité, l'efficacité et l'équité;
 - en accroissant l'appui au renforcement des capacités des pouvoirs publics afin de mettre en place des systèmes de protection sociale pouvant faire évoluer les relations entre les sexes, à dimension nutritionnelle et réactifs en cas de choc;
 - en renforçant les systèmes nationaux de collecte, de suivi et d'évaluation de données ventilées par sexe et par âge, et la responsabilité à l'égard des populations touchées;
 - en reliant les activités menées pour faire face aux crises aux stratégies de relèvement rapide et de renforcement de la résilience;
 - en veillant à ce que les transferts de ressources soient l'occasion de mener des activités de communication susceptibles de faire évoluer la société et les comportements et de transformer les relations entre les sexes;
 - en développant les activités qui contribuent à accroître la disponibilité d'aliments enrichis localement²⁴; et
 - en s'engageant davantage dans des partenariats avec des organisations spécialisées qui fournissent des services complémentaires dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène, de la santé, de l'agriculture et des services financiers.
17. À l'issue d'un examen de la problématique femmes-hommes mené en 2017, il a été recommandé que le PAM: adopte une approche susceptible de faire évoluer les relations entre les sexes qui donne une place centrale aux activités qui permettent de détecter et d'atténuer les risques en rapport avec la violence sexuelle et fondée sur le genre, la discrimination fondée sur le genre et la protection; adopte une approche de la résilience qui favorise une plus grande équité entre femmes et hommes en matière de droits d'accès aux ressources économiques, productives et politiques, de maîtrise de celles-ci, ainsi que de gestion du temps; et mène des activités de renforcement des capacités internes et externes afin que le personnel du PAM et de ses partenaires soit à même d'évaluer les contributions à la transformation des relations entre les sexes dans tous les domaines dans lesquels ils collaborent.
18. Sur la base des enseignements tirés des activités des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence, le PAM continuera d'aider le Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC) à élargir les groupes de travail régionaux et municipaux chargés de la logistique, à renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales, à investir dans les infrastructures de transport et de stockage et à développer la participation du secteur privé.

2.2 Potentialités pour le PAM

19. La mise en œuvre des recommandations issues de l'examen de la problématique femmes-hommes offre au PAM la possibilité d'adopter, dans le cadre des activités qu'il mène à Madagascar, une approche visant à faire évoluer les relations entre les sexes qui pourrait

²⁴ PAM. 2017. *Fill the Nutrient Gap Madagascar: Summary Report*. Voir: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023736/download/?_ga=2.217688467.428797010.1540827918-732798968.1540827918.

améliorer la manière dont il répond aux besoins alimentaires et nutritionnels des femmes, des hommes, des garçons et des filles vulnérables. À cette fin, les activités de renforcement de la résilience propres à faire évoluer les relations entre les sexes doivent s'appuyer sur des instruments de protection sociale spécifiquement axés sur la nutrition, à dimension nutritionnelle et réactifs en cas de choc, mis en place dans le cadre de partenariats interinstitutions et progressivement pris en charge par le Gouvernement. Lors de l'examen stratégique Faim zéro, le Gouvernement a défini les priorités suivantes pour le PAM:

- renforcer le ciblage et les filets de protection sociale en faveur des femmes, des hommes, des garçons et des filles vulnérables afin qu'ils aient accès à des aliments nutritifs en tout temps;
- donner aux communautés les éléments de base nécessaires à leur résilience en apportant un appui technique et financier et un soutien en matière d'infrastructures afin de développer la production locale et l'accès aux marchés;
- renforcer les capacités institutionnelles pour que des instruments politiques et financiers efficaces et équitables soutiennent la planification, la coordination et l'exécution des programmes nationaux.

2.3 Réorientations stratégiques

20. Au titre du présent plan stratégique de pays (PSP), le PAM mettra l'accent non plus sur l'intervention face aux crises mais sur le relèvement rapide et le renforcement de la résilience. Les transferts du PAM seront intégrés dans un système de protection sociale réactif en cas de choc, aux côtés des filets de sécurité mis en place par les pouvoirs publics et d'autres organismes, en adoptant une approche propre à faire évoluer les relations entre les sexes. Grâce à un appui technique et au renforcement des capacités, le Gouvernement sera en mesure de tirer parti des instruments de protection sociale pour soutenir un système national efficace de préparation et d'intervention en cas d'urgence. Les transferts prendront en compte les besoins, les capacités et les préférences des femmes, des hommes, des garçons et des filles, qui seront recensés lors de l'enregistrement préalable des bénéficiaires à l'aide de la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE). Le PAM aidera le Gouvernement à renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales, en particulier celles qui ont trait à la préparation aux situations d'urgence et à la réduction des risques de catastrophe, aux petits exploitants, aux transferts de type monétaire et à la fourniture de services sur demande.
21. Des interventions pluriannuelles et multisectorielles, axées notamment sur l'alimentation scolaire, la nutrition, la création d'actifs, les moyens d'existence et l'adaptation au changement climatique, seront mises en œuvre dans les mêmes communes de résilience ciblées pour les aider à se préparer aux chocs climatiques, à y faire face et à s'en relever grâce à une gestion efficace des risques²⁵. Ces activités seront planifiées et menées en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des ONG sur le terrain et des organisations locales d'aide. Dans le cadre de ses activités d'Appui aux marchés au profit des petits exploitants, le PAM s'efforcera d'aider les petits exploitants, femmes et hommes, en fonction de leurs besoins, à s'organiser pour améliorer leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leur résilience en augmentant la production d'aliments nutritifs, en développant les infrastructures de stockage et la transformation des aliments, en négociant les prix et en vendant des produits

²⁵ PAM et Oxfam America. 2018. *R4 Rural Resilience Initiative: Building resilience to climate change for long-term food security and livelihoods improvement*. Voir: <https://docs.wfp.org/api/documents/b9a3d33bd9974e5aaf01b11a3e3da410/download/>.

au secteur privé ou dans le cadre de marchés institutionnels, par exemple aux écoles, et dans le cadre de l'Appui aux marchés au profit des petits exploitants²⁶.

22. Des interventions spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle s'attaqueront aux causes profondes de la malnutrition, conformément au programme que mène le Ministère de la santé publique pour réduire le retard de croissance, en partenariat avec la Banque mondiale²⁷. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements auront pour but d'aider les femmes, les hommes, les garçons et les filles à diversifier leur régime alimentaire et à améliorer leurs pratiques culinaires et leurs habitudes en matière d'alimentation, de soins et de santé, ainsi que de lutter contre les normes sociales qui perpétuent la malnutrition, les stratégies de survie préjudiciables, les inégalités entre les sexes et la violence sexuelle et fondée sur le genre. Les programmes d'alimentation scolaire seront l'occasion de mener des activités complémentaires, notamment des campagnes de déparasitage, de supplémentation en micronutriments, d'éducation nutritionnelle et de prévention du VIH et de la tuberculose.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

23. Le PNUAD, la stratégie de développement intégré du Grand Sud et l'examen stratégique Faim zéro sont le cadre dans lequel s'inscrivent le présent PSP et l'appui que le PAM apporte aux efforts que déploie le Gouvernement pour atteindre l'ODD 2 (élimination de la faim), l'ODD 17 (partenariats pour un développement durable) et les autres ODD concernant la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, le changement climatique et la durabilité.
24. Le PAM ciblera les zones très vulnérables du Grand Sud au titre de cinq effets directs stratégiques qui entendent: promouvoir un système de protection sociale intégré et réactif en cas de choc qui garantit aux populations vulnérables un accès équitable à des aliments nutritifs avant, pendant et après les crises; fournir aux enfants des communautés vulnérables des aliments nutritifs à l'école; généraliser les approches intégrées de la prévention de la malnutrition des femmes, des adolescentes et des enfants vulnérables ciblés; renforcer la résilience des ménages et des communautés de petits exploitants vulnérables; et veiller à ce que les interventions visant à répondre aux besoins chroniques ou immédiats bénéficient toutes de capacités et de ressources renforcées en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.
25. Les activités menées au titre du PSP porteront sur les défis environnementaux auxquels sont confrontées les communautés et sur les normes sociales discriminatoires à l'égard des femmes, des filles, des personnes âgées et des personnes handicapées. Conformément à la Charte des Nations Unies, l'assistance du PAM respectera les droits, la sécurité, la dignité et l'intégrité des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et sera adaptée aux besoins, priorités et capacités particuliers des bénéficiaires. Les moyens d'action des femmes et des hommes seront renforcés pour qu'ils puissent participer sur un pied d'égalité à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des activités, et les femmes et les filles seront encouragées à jouer un rôle plus central dans la prise de décisions au sein de leur foyer et de leur communauté. Les partenaires recevront une formation axée sur les mécanismes de réclamation et de remontée de l'information destinés aux bénéficiaires, qui seront élargis et rendus accessibles à toutes les parties prenantes en toute sécurité grâce à

²⁶ PAM. 2017. *Pro-Smallholder Food Assistance: A Strategy for Boosting Smallholder Resilience and Market Access Worldwide*. Voir: https://www.wfp.org/content/2017-pro-smallholder-food-assistance-strategy-boosting-smallholder-resilience-and-market-acc?_ga=2.191913898.1497035074.1552455940-1276854265.1549350923.

²⁷ Banque mondiale. 2018. Une nouvelle approche évolutive pour mieux lutter contre les retards de croissance. Voir: <http://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2018/09/28/reducing-childhood-stunting-with-a-new-adaptive-approach>.

la création d'un centre d'appel indépendant. Le PAM adoptera une approche propre à faire évoluer les relations entre les sexes, qui n'ait pas d'effets négatifs pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons et qui favorise l'égalité de genre. Des mesures seront par ailleurs prises pour appliquer le principe de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

26. Le PAM améliorera la durabilité des activités du PSP en renforçant les capacités des pouvoirs publics concernant la mise en œuvre, la coordination et la supervision des opérations, en intensifiant la collaboration interinstitutions et en développant les stratégies de financement conjointes, en réduisant en parallèle l'assistance directe au titre des différents effets directs stratégiques.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les femmes, les hommes, les garçons et les filles touchés par une crise dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels avant, pendant et après les crises

27. Une assistance alimentaire ciblée, associée à des repas scolaires d'urgence et à un appui spécifiquement axé sur la nutrition et à dimension nutritionnelle, permettra aux femmes, aux hommes, aux garçons et aux filles vulnérables de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les crises. La pérennité sera renforcée grâce à l'appui du PAM aux communes de transition vulnérables, qui seront ainsi en mesure de se préparer aux chocs et d'utiliser l'assistance au relèvement rapide pour que les femmes et les hommes reconstituent équitablement leurs moyens d'existence une fois la crise passée. Là où la situation sera stable durant plusieurs saisons consécutives, le PAM appuiera les communes de transition ciblées jusqu'à ce qu'elles deviennent des communes de résilience qui bénéficient d'un appui au titre de l'effet direct stratégique 4²⁸. Sur le plan opérationnel, le passage de l'intervention en cas de de crise au relèvement rapide, puis au renforcement de la résilience se fera sur la base de l'approche à trois niveaux du PAM et des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise soutenus au titre de l'effet direct stratégique 5. Le PAM renforcera également les capacités institutionnelles pour favoriser la mise en place d'un système de protection sociale qui soit réactif en cas de choc, qui tienne compte de la problématique femmes-hommes et qui cible et soutienne les personnes et les ménages vulnérables conformément à la politique nationale de protection sociale et à la stratégie nationale de gestion des catastrophes et des risques.

Domaine d'action privilégié

28. Cet effet direct stratégique concerne l'intervention face aux crises pour aider les communautés en situation d'insécurité alimentaire aiguë (niveaux 3 et 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire).

²⁸ Les communes de transition sont des subdivisions administratives du Grand Sud où le PAM accélérera le passage de la distribution générale de vivres à l'aide au relèvement rapide au titre de l'effet direct stratégique 1 après une crise, sur la base des constatations issues des analyses réalisées et des décisions prises conjointement avec les partenaires concernant la préparation et l'intervention d'urgence au titre de l'effet direct stratégique 5. Dans les communes de résilience relevant de l'effet direct stratégique 4, dans lesquelles plusieurs organismes mèneront des activités conjointes pluriannuelles et multisectorielles portant sur l'alimentation scolaire, la nutrition, la création d'actifs, les moyens d'existence et l'adaptation au changement climatique, ce qui permettra d'intégrer le renforcement de la résilience aux effets directs stratégiques 2 et 3. Les analyses effectuées dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise conjuguées à l'approche à trois niveaux permettent d'adapter les programmes et les décisions conjointes en fonction de la pertinence et du calendrier des stratégies de transition de certaines communautés, ou de revenir en arrière en cas de nouveau choc.

Produits escomptés

29. Six produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les femmes, les hommes, les garçons et les filles touchés par une crise des communautés ciblées reçoivent en temps utile une assistance alimentaire et monétaire suffisante qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
 - Les femmes et les hommes touchés par une crise des communautés ciblées reçoivent une assistance alimentaire et monétaire assortie de conditions qui leur permet de protéger et de rétablir leurs moyens d'existence.
 - Les communautés touchées par une crise bénéficient de la création et du redressement rapide d'actifs, ce qui leur permet de rétablir leurs moyens d'existence.
 - Les enfants, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes atteintes du VIH ou de la tuberculose qui sont vulnérables et touchés par une crise reçoivent en temps voulu et en quantité suffisante des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui permettent de prévenir et de traiter la malnutrition aigüe.
 - Les enfants inscrits dans les écoles primaires des zones touchées par une crise reçoivent des rations à emporter qui les aident à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorisent la fréquentation scolaire.
 - Les femmes, les hommes, les garçons et les filles touchés par une crise dans le sud du pays bénéficient de la capacité renforcée des pouvoirs publics à mettre en œuvre un système de protection sociale intégré, réactif en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes qui recense leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, et y répond.
30. Les ménages ciblés dont l'accès à la nourriture est limité en raison de cyclones, d'inondations, d'épisodes de sécheresse ou de maladies bénéficieront d'une assistance alimentaire en nature ou de type monétaire non assortie de conditions qui permettra de subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Pour accélérer le relèvement rapide, le PAM passera rapidement à des transferts assortis de conditions dans les communes de transition ciblées, l'assistance alimentaire servant à améliorer l'utilisation durable des ressources naturelles et à valoriser le potentiel agricole, tout en aidant les ménages à éviter les stratégies de survie préjudiciables. Ainsi, les personnes ciblées passeront progressivement d'une aide d'urgence reçue au titre de l'effet direct stratégique 1 à des activités de renforcement de la résilience au titre de l'effet direct stratégique 4.
31. Tous les transferts seront accompagnés d'aliments nutritifs spécialisés conçus pour améliorer l'état nutritionnel des filles et des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants de 6 à 23 mois vulnérables. Le PAM s'efforcera de réduire les taux de morbidité et de mortalité des personnes recevant un traitement contre la tuberculose ou le VIH et d'améliorer l'observance du traitement de la tuberculose sous surveillance directe (traitement de courte durée), en fournissant aux patients des rations familiales et des conseils, un accompagnement et un appui en matière de nutrition. Tous les écoliers du primaire vivant dans les zones touchées par les cyclones recevront une ration à emporter, une collation ou un repas pour améliorer leur accès immédiat à la nourriture, favoriser l'assiduité et assurer leur protection en les maintenant dans le système scolaire et en prévenant ainsi leur exploitation.

32. Conformément à la politique nationale de protection sociale et à la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe, le PAM travaillera en partenariat avec le BNGRC, le Ministère de l'économie et de la planification, le Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale pour renforcer la capacité des pouvoirs publics à concevoir et à mettre en place un système national de protection sociale réactif en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes, et mettre en place une structure d'appui efficace dotée du personnel, des outils, des ressources et de l'encadrement nécessaires à la surveillance et à l'administration des programmes de filets de sécurité. Les questions environnementales seront prises en compte dans toutes les activités, qui seront conformes à la politique environnementale du PAM de 2017.

Activité essentielle

Activité 1: Apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations vulnérables en cas de crise

33. Le PAM fournira une assistance alimentaire aux populations vulnérables touchées par des crises d'origine climatique ou humaine, dans le cadre d'une action coordonnée conduite par le BNGRC et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Une aide immédiate sera apportée pendant trois mois dans les zones de sécheresse et pendant deux mois dans les zones touchées par un cyclone. Après la phase d'urgence initiale, le PAM appuiera les activités de relèvement rapide durant trois mois. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements aideront les femmes, les hommes, les garçons et les filles à adopter de bonnes pratiques en matière de nutrition et de santé. Les activités de ciblage et de suivi tenant compte du sexe et de l'âge seront effectuées avec l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) afin de mettre en évidence et de gérer les facteurs d'exclusion sociale, de faire respecter les normes de protection et de prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre.
34. L'application cloud du PAM de gestion des données des programmes relatifs au traitement de la malnutrition (SCOPE CODA) sera installée sur tous les sites de traitement de la malnutrition aiguë modérée afin d'améliorer la gestion des données et la qualité des programmes²⁹. Le PAM gèrera l'enregistrement des bénéficiaires, les distributions de vivres et les décaissements des aides en espèces dans le respect des normes relatives à la protection des données et à la vie privée. La responsabilité à l'égard des populations touchées sera encouragée en mettant en place des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information accessibles aux bénéficiaires en toute sécurité, y compris un centre d'appel indépendant. Le PAM dispensera au personnel, aux partenaires et aux sous-traitants une formation sur la prévalence de la violence sexuelle et fondée sur le genre, les questions liées à la protection et l'exclusion sociale, et rencontrera régulièrement les bénéficiaires pour les informer au sujet de leurs droits et de la possibilité qu'ils ont d'utiliser les mécanismes mis à leur disposition.

Effet direct stratégique 2: Les élèves des écoles primaires des zones ciblées ont accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive dans le cadre d'une stratégie de protection sociale menée par le Gouvernement

35. Le PAM mettra en œuvre un programme d'alimentation scolaire dans le Grand Sud où les taux de scolarisation, de fréquentation scolaire et d'obtention du certificat d'études primaires élémentaires sont inférieurs aux taux nationaux. Pour renforcer la résilience des communautés, le PAM soutiendra les groupes d'agriculteurs locaux, les groupes de femmes, les associations d'épargne, les comités de gestion des écoles et les réseaux coutumiers en encourageant l'utilisation des produits frais des potagers scolaires et de l'excédent de la

²⁹ PAM. 2018. *Tackling malnutrition with real-time data: SCOPE CODA*. Voir: <https://innovation.wfp.org/project/scope-coda>.

production locale pour les repas scolaires. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements permettront de s'attaquer aux normes sociales liées aux mauvaises habitudes de nutrition et d'hygiène, aux pratiques familiales, aux inégalités entre les sexes et aux pratiques problématiques de gestion de l'environnement, en lien avec des efforts similaires déployés au titre des effets directs stratégiques 3 et 4.

Domaine d'action privilégié

36. Cet effet direct stratégique concerne le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

37. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les enfants scolarisés dans les écoles primaires ciblées des zones touchées par l'insécurité alimentaire reçoivent tous les jours un repas nutritif et bénéficient de services complémentaires à dimension nutritionnelle qui facilitent leur accès à des aliments nutritifs et à l'éducation.
- Les enfants des écoles primaires ciblées consomment des aliments nutritifs produits et fournis par les communautés locales (alimentation scolaire utilisant la production locale).
- Les élèves du primaire des zones ciblées bénéficient des capacités renforcées des institutions publiques qui mettent en œuvre le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans le cadre d'une stratégie globale de protection sociale réactive en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes qui favorise l'accès à des aliments nutritifs et à l'éducation.

38. Le PAM contribuera à l'exécution du programme national d'alimentation scolaire en s'associant au Ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement technique et professionnel, à l'Office national de nutrition (ONN), à l'UNICEF, à l'Organisation internationale du Travail et aux ONG afin d'améliorer l'assiduité, de réduire les taux d'abandon et de relever le taux d'achèvement des études primaires. Les programmes d'alimentation scolaire seront l'occasion de fournir des services nutritionnels complémentaires, notamment des campagnes de déparasitage, des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour les hommes, les femmes, les garçons et les filles, et la prévention du VIH et de la tuberculose.

39. En partenariat avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, le PAM développera une approche communautaire de l'alimentation scolaire utilisant la production locale qui favorise la production et la consommation locales de légumes, de fruits, de viande et de poisson, et renforce l'autonomie des petites productrices dans les communes de résilience. La distribution de repas scolaires utilisant la production locale ira de pair avec un appui en faveur de la création d'actifs et des systèmes alimentaires fournis au titre de l'effet direct stratégique 4, afin que l'introduction de transferts de type monétaire puisse soutenir les achats de denrées locales et favoriser des pratiques agricoles durables et l'accès aux marchés.

40. Conformément à la politique nationale d'alimentation scolaire, aux priorités du groupe de travail du secteur de l'éducation et aux recommandations issues de l'évaluation réalisée en 2014 dans le cadre de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation, le PAM collaborera avec le Ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement technique et professionnel en vue d'inclure l'alimentation scolaire dans le portefeuille national des instruments de protection sociale, sous la supervision du Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme. En partenariat avec le Ministère de la santé publique, l'ONN et l'UNICEF, le PAM contribuera à la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire qui permette de fournir des services

nutritionnels complémentaires afin que la dimension nutrition soit davantage prise en compte.

Activité essentielle

Activité 2: Fournir des repas scolaires dans les régions ciblées et les pérenniser en aidant le Gouvernement à instituer des politiques et des programmes équitables d'alimentation scolaire s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale de protection sociale

41. Sur la base des constatations d'évaluations sectorielles des marchés et d'analyses participatives ventilées par sexe et par âge, le PAM remplacera l'assortiment alimentaire par des transferts de type monétaire dans les zones où les bénéficiaires ont accès à des marchés opérationnels. Les programmes d'alimentation scolaire permettront de mener des activités complémentaires portant sur la santé et la nutrition en lien avec l'effet direct stratégique 3, y compris des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et des campagnes de déparasitage. Le PAM collaborera avec le Gouvernement en matière de renforcement des capacités institutionnelles pour que les acteurs nationaux et locaux s'approprient le programme, en préparation du transfert de la responsabilité de ce dernier au Ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement technique et professionnel dans le cadre du prochain PSP du PAM pour Madagascar.
42. Afin d'accroître l'utilisation des aliments nutritifs produits localement, l'alimentation scolaire utilisant la production locale sera encouragée dans les communes de résilience, dans le cadre d'activités dont bénéficieront jusqu'à 12 000 agricultrices, en partenariat avec le programme de développement des filières agricoles inclusives du FIDA. La viabilité environnementale sera assurée en fournissant des fourneaux économiques et en sensibilisant les parents et les enseignants aux enjeux environnementaux afin de réduire autant que possible les effets de l'utilisation du bois de feu sur les ressources naturelles locales.
43. Pour faire face aux inégalités entre les sexes, y compris celles qui sont liées à l'existence d'institutions socioculturelles patriarcales qui peuvent conduire au mariage des filles, aux grossesses précoces et à la violence fondée sur le genre, le PAM s'efforcera de faire respecter les droits des écoliers et des écolières, et de leur faciliter l'accès aux services de santé sexuelle et procréative, à l'information et à la sensibilisation, notamment s'agissant des pratiques sexuelles sans risque. Le PAM mènera également une action visant à sensibiliser sur la question du mariage des enfants au moyen de campagnes et de séances d'information à l'intention des cuisiniers, des comités de gestion des repas scolaires et des autorités locales et il encouragera les autres à faire de même.

Effet direct stratégique 3: L'état nutritionnel des populations en situation de vulnérabilité nutritionnelle dans les zones où les taux de dénutrition sont systématiquement élevés s'améliore

44. Le PAM soutiendra la prévention de la malnutrition et s'attaquera aux carences en micronutriments chez les femmes, les hommes, les garçons et les filles, conformément aux recommandations découlant de l'approche commune des Nations Unies sur la prévention des retards de croissance, de l'étude de 2016 sur le coût de la faim, de l'étude de 2017 sur les moyens de combler le déficit en nutriments et du programme du Ministère de la santé publique visant à améliorer la nutrition. Les activités de prévention permettront au PAM, à l'ONN, au Ministère de la santé publique, à l'UNICEF et aux ONG partenaires de mener des activités complémentaires et contribueront aux effets directs stratégiques 1, 2 et 4. Les éléments factuels produits par ces activités seront des indicateurs de l'efficacité des transferts de type monétaire ou en nature pour ce qui est d'améliorer la nutrition des adolescentes et de lutter contre le cycle intergénérationnel de la malnutrition. Le PAM aidera l'ONN à promouvoir la prévention de la malnutrition par le biais des structures de l'ONN de coordination des activités nutritionnelles et contribuera aux mesures que le Gouvernement

prendra pour accroître la disponibilité d'aliments enrichis de qualité, conformément aux engagements pris par le pays dans le cadre de l'initiative Renforcer la nutrition.

Domaine d'action privilégié

45. Cet effet direct stratégique concerne le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

46. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les enfants âgés de 6 à 23 mois et les filles et femmes enceintes ou allaitantes ciblées bénéficient en temps voulu d'un ensemble intégré de services de nutrition, y compris des produits nutritionnels spécialisés correspondant à leurs besoins, qui aident à prévenir la dénutrition.
- Les populations ciblées bénéficient des activités intégrées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui permettent d'améliorer les pratiques en matière de nutrition, de santé et de santé procréative.
- Les populations ciblées bénéficient du renforcement de la capacité des pouvoirs publics à fournir et à coordonner aux niveaux national et local des services et des plateformes pour la nutrition qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes.
- Les femmes, les hommes, les filles et les garçons bénéficient de la capacité accrue des groupes communautaires, des pouvoirs publics et des acteurs du secteur privé en matière de transformation et de fourniture d'aliments enrichis de qualité.

47. Le PAM intensifiera la mise en œuvre de l'approche commune des Nations Unies sur la prévention des retards de croissance, en ciblant les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les adolescentes et les enfants au cours des 1 000 premiers jours suivant la conception. Cet ensemble de services suivra l'approche intégrée de santé et de nutrition maternelles et infantiles et sera mis en œuvre en partenariat avec l'UNICEF et l'ONN. Des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et une campagne de plaidoyer et de mobilisation sociale sur mesure aideront les femmes, les hommes, les garçons et les filles, les chefs traditionnels et les accoucheuses à discuter des causes et des conséquences de la malnutrition et de la façon dont de meilleures pratiques et des comportements non discriminatoires peuvent améliorer la nutrition des ménages et autonomiser les femmes et les filles.

48. Le PAM reconnaît que s'il est important de cibler les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans pour les activités de nutrition, il est également essentiel d'y associer les hommes et les garçons dans un souci d'égalité de genre. En partenariat avec l'UNICEF, le PAM sensibilisera les hommes et les garçons aux bonnes pratiques nutritionnelles et aux soins et travaux domestiques non rémunérés, et aura recours de façon créative à des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin qu'ils comprennent mieux les discriminations qui existent dans la répartition des rôles entre les sexes ainsi que le VIH et la santé sexuelle et procréative.

49. Le PAM renforcera les capacités de l'ONN pour qu'il puisse mettre en œuvre des interventions alimentaires à grande échelle pour prévenir les retards de croissance, traiter la malnutrition aiguë modérée et prendre en charge la récupération nutritionnelle des personnes atteintes du VIH ou de tuberculose souffrant de malnutrition et de leur famille, conformément à la politique et au plan d'action nationaux concernant la nutrition. Le PAM renforcera également les capacités du Ministère de la santé publique et de l'ONN en matière d'évaluation de la nutrition, de gestion des données sur la nutrition à l'aide de SCOPE CODA et d'élaboration des protocoles concernant la mise en œuvre d'approches multisectorielles de la prévention de la malnutrition tenant compte de la problématique femmes-hommes.

50. Le PAM développera les initiatives d'enrichissement des aliments en cours dans le secteur privé et dans les communautés, conformément aux conclusions d'une étude exploratoire réalisée en 2017. Des normes de qualité appropriées et des dispositifs de contrôle de la qualité des aliments seront mis au point. Les groupements de petites productrices bénéficiant des activités d'Appui aux marchés au profit des petits exploitants recevront une formation sur la vente de produits locaux tels que le *gari* (manioc séché) sur les marchés locaux (effet direct stratégique 4), aux écoles pour les repas scolaires utilisant la production locale (effet direct stratégique 2) et aux acheteurs du secteur privé chargés de l'approvisionnement pour les activités d'assistance alimentaire relevant de l'effet direct stratégique 1.

Activité essentielle

Activité 3: Fournir des services de nutrition aux populations exposées au risque de dénutrition

51. Le PAM lancera un ensemble complet d'activités de prévention de la malnutrition dans le Grand Sud dans douze communes de résilience ciblées au titre de l'effet direct stratégique 4 et dans neuf communes *miaro* (qui signifie "protéger") soutenues par l'ONN. Avec le temps, les aliments nutritifs spécialisés pour les enfants de 6 à 23 mois et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes seront remplacés par des transferts de type monétaire, en fonction des résultats des évaluations en cours (y compris des analyses ventilées par sexe et par âge) de l'efficacité, de l'équité et de l'efficience des diverses modalités de transfert. Tous les transferts sous forme de produits alimentaires ou de type monétaire seront accompagnés d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des hommes, des femmes, des garçons et des filles en vue de les sensibiliser sur les causes de la malnutrition, les normes sociales qui la perpétuent et les moyens de la prévenir.
52. En partenariat avec le Ministère de la santé publique, l'UNICEF, la FAO et des ONG, le PAM aidera l'ONN à utiliser les centres communautaires de nutrition pour coordonner l'appui nutritionnel multisectoriel, qui englobe les soins de santé, la vaccination, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la diversification de l'alimentation et l'aide aux groupes chargés de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

Effet direct stratégique 4: Les petits producteurs, hommes et femmes, des communautés ciblées confrontés à des chocs climatiques voient s'accroître leur accès à des débouchés lucratifs et mettent en place des systèmes alimentaires plus inclusifs, plus efficaces et plus résilients toute l'année

53. L'effet direct stratégique 4 contribuera au deuxième et au cinquième axes de la stratégie de développement intégré du Grand Sud, qui privilégient la diversification et la croissance des secteurs productifs, la protection de l'environnement, la réduction de l'impact du changement climatique et le renforcement de la résilience pour faire face aux chocs. Le PAM mettra l'accent sur deux aspects: il aidera les communautés à s'adapter aux changements climatiques et à gérer les chocs et les perturbations liés au climat et aux phénomènes météorologiques; et il facilitera l'accès des petits producteurs aux marchés privés et aux marchés qu'il soutient en les aidant à augmenter durablement leur production, en luttant contre les pertes après récolte et en améliorant leur capacité à transformer et à commercialiser leurs produits. En partenariat avec le Gouvernement, la FAO, le FIDA, le PNUD et les ONG, le PAM renforcera la résilience au niveau individuel et à celui des ménages et des communautés en tenant compte des besoins, des priorités et des capacités particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons qui vivent dans les communes ciblées des zones en situation d'insécurité alimentaire chronique dans le Grand Sud. Les activités axées sur la création d'actifs, les moyens d'existence et l'adaptation aux changements climatiques seront mises en œuvre durant trois à cinq ans dans les mêmes communautés, pour qu'elles renforcent leurs moyens d'absorber les chocs ou de s'y

adapter. En reliant les interventions visant à renforcer la résilience et l'appui nutritionnel, y compris les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, le PAM favorisera la diversification de l'alimentation et l'autonomisation économique et sociale des petites productrices. Ces interventions gagneront considérablement en ampleur au fur et à mesure de la mise en œuvre du PSP, puisque jusqu'à la moitié des communautés qui bénéficieront d'une aide au relèvement rapide au titre de l'effet direct stratégique 1 seront ensuite aidées au titre de l'effet direct stratégique 4.

Domaine d'action privilégié

54. Cet effet direct stratégique concerne le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

55. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les femmes et les hommes des ménages ciblés bénéficient en temps utile d'un soutien adapté dans le cadre d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et d'assistance alimentaire pour la formation (AAF) à dimension nutritionnelle qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels à court terme tout en améliorant leurs possibilités de subsistance.
- Les petits producteurs, femmes et hommes, des communautés ciblées bénéficient équitablement des actifs communautaires, des informations sur le climat, des services financiers et des activités de renforcement des capacités et d'amélioration des compétences qui leur permettent de planifier, de diversifier et d'améliorer la production, le stockage et la consommation des aliments nutritifs et de s'adapter aux changements climatiques.
- Les femmes et les hommes des ménages et des communautés ciblés bénéficient équitablement d'une capacité technique renforcée s'agissant de s'organiser et de s'implanter sur les marchés du secteur privé et les marchés soutenus par le PAM, notamment en produisant et en vendant des aliments nutritifs dans le cadre des initiatives concernant l'Appui aux marchés au profit des petits exploitants et l'alimentation scolaire utilisant la production locale.

56. Le PAM travaillera en partenariat avec le BNGRC, le FIDA, la FAO et les ONG pour veiller à ce que les petits exploitants qui s'engagent dans des activités de création d'actifs reçoivent des services liés au climat adaptés, y compris des conseils sur la manière de réduire les risques de catastrophe et d'accroître leur productivité agricole et leur capacité à faire face au changement climatique et à la variabilité du climat. Le PAM renforcera également l'accès équitable des agricultrices et des agriculteurs aux services financiers en les mettant en relation avec les institutions financières et en favorisant l'acquisition de notions financières essentielles afin de protéger leur sécurité alimentaire et leurs revenus en cas de choc, de promouvoir les investissements dans leurs actifs productifs et de créer d'autres moyens d'existence, ce qui leur permettra de profiter d'autres possibilités de revenus grâce à la commercialisation d'excédents accrus, la réduction des pertes après récolte et l'amélioration de la qualité de leurs produits.

Activité essentielle

Activité 4: Renforcer les compétences des petits exploitants et leur capacité d'accès aux actifs productifs, aux informations climatiques, aux services financiers et aux marchés, ainsi que leur capacité d'utilisation de ces ressources, afin d'améliorer leurs moyens d'existence et leur résilience face aux chocs climatiques

57. On estime que 240 000 petits exploitants des communes de résilience ciblées participeront aux activités saisonnières de création d'actifs qui leur permettront de restaurer les environnements dégradés et d'améliorer leur production agricole. Ces activités lutteront contre les inégalités entre les sexes qui minent la productivité agricole en encourageant la diversification des chaînes de valeur et en mettant l'accent sur des cultures de produits nutritifs, résistantes à la sécheresse, acceptées dans le régime alimentaire local et traditionnellement cultivées par les femmes. Une analyse environnementale et sociale permettra de s'assurer que les actifs créés ou remis en état sont conçus de manière à prévenir les effets négatifs sur l'environnement. Ces interventions seront complétées par la fourniture en temps utile de services climatologiques, précis et adaptés aux besoins des petits exploitants afin de leur permettre de mieux gérer la variabilité du climat et des conditions météorologiques.
58. L'accès des petits exploitants aux services financiers tels que la micro-assurance, le crédit et l'épargne sera renforcé afin de protéger les gains productifs en période de choc et d'encourager l'investissement dans des pratiques agricoles et des moyens d'existence résilients face aux changements climatiques.
59. Dans le cadre de ses activités d'Appui aux marchés au profit des petits exploitants, le PAM favorisera l'accès des petits exploitants aux marchés, en particulier en apportant un appui à l'amélioration des chaînes de valeur. Il s'agira notamment de créer et de réparer des installations de stockage et de transformation, de renforcer les capacités des organisations de producteurs en matière de gestion, de commercialisation et de normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments, et d'ajouter les achats institutionnels aux activités de l'initiative Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants concernant l'alimentation scolaire utilisant la production locale au titre de l'activité 2. Des séances de sensibilisation portant sur le changement climatique et la dégradation de l'environnement permettront de mettre en évidence les possibilités d'inclusion de solutions énergétiques propres et durables dans l'ensemble de la chaîne de valeur, ce qui favorisera la gestion des ressources naturelles, la possibilité de création de revenus, la production agricole durable et les pratiques culinaires plus sûres.
60. Le PAM mènera des activités de recherche et de plaidoyer sur les effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des groupes vulnérables. Le sexe et l'âge seront pris en compte dans cette analyse, qui servira à concevoir les plans des districts et les interventions du PAM, en particulier concernant la conception des actifs communautaires et des possibilités de création de revenus en prévision de sécheresses plus prononcées et de précipitations irrégulières.
61. L'activité 4 suivra l'approche de l'initiative R4 en faveur de la résilience des communautés rurales et tirera parti des moyens techniques et des ressources complémentaires des autres organismes ayant leur siège à Rome, du PNUD et de certaines ONG. En vue de renforcer les systèmes alimentaires nationaux et infranationaux, le PAM collaborera avec ces partenaires pour appuyer la participation et le renforcement des capacités des ministères et des organismes techniques aux niveaux central et décentralisé dans les communes de résilience ciblées.

62. Les femmes des communautés rurales, en particulier les petites exploitantes, sont plus rarement propriétaires de terres, ont moins d'actifs agricoles que les hommes et sont souvent confrontées à des pratiques coutumières discriminatoires. Pour remédier à ces inégalités structurelles entre les sexes, le PAM organisera des réunions au sein des communautés qui permettront d'aborder les problèmes auxquels les femmes sont confrontées et sensibiliseront les petits exploitants et leurs organisations à l'accès des femmes aux ressources et aux actifs communautaires et au contrôle qu'elles exercent sur ces ressources.

Effet direct stratégique 5: Le Gouvernement et les partenaires humanitaires à Madagascar sont soutenus par des dispositifs efficaces de préparation aux situations d'urgence et d'intervention avant, pendant et après les crises

63. Le PAM aidera le BNGRC et l'Institut national de la statistique à regrouper les évaluations de la sécurité alimentaire, de la vulnérabilité et de la nutrition de divers organismes en un processus unique allant du village au niveau national. Étayée par les données du dispositif d'alerte rapide concernant le climat, les prévisions et les données agricoles saisonnières, cette approche permettra aux pouvoirs publics, aux intervenants humanitaires et aux acteurs du développement de mettre en œuvre des mesures de préparation aux situations d'urgence et d'intervention rapide dans un système de protection sociale étendu, réactif en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes, qui s'inscrive dans la politique nationale de protection sociale et permette au Gouvernement de passer d'une aide au développement à une intervention humanitaire.
64. Pour renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales et accroître les capacités nationales d'intervention, le PAM coordonnera les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise avec le BNGRC et le module de la logistique. Par l'intermédiaire du module des télécommunications d'urgence, le PAM répondra aux demandes des partenaires humanitaires en étendant le déploiement de drones et de services aériens pour évaluer les communautés touchées par une crise dans les zones inaccessibles.

Domaine d'action privilégié

65. Cet effet direct stratégique concerne les partenariats et les capacités d'intervention nécessaires pour faire face aux crises.

Produits escomptés

66. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations touchées par une crise bénéficient de la chaîne d'approvisionnement et d'autres services sur demande ainsi que du renforcement des capacités des pouvoirs publics et des partenaires humanitaires assuré par le PAM, en recevant une assistance rapidement avant et pendant les situations d'urgence.
 - Les populations touchées par une crise bénéficient des services logistiques que le PAM est chargé de fournir aux partenaires humanitaires et qui permettent une intervention rapide avant et pendant les crises.
 - Les populations touchées par une crise bénéficient des services de télécommunications d'urgence fournis par le PAM aux partenaires humanitaires qui permettent une intervention rapide avant et pendant les crises.
 - Les populations touchées par une crise bénéficient de la capacité renforcée des institutions publiques de mobiliser et de coordonner les ressources internes et externes pour la prestation de services intégrés de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.

67. Le PAM renforcera les capacités nationales de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise en aidant le BNGRC à regrouper les analyses des risques liés à la problématique femmes-hommes en ventilant les données par sexe et par âge, aux niveaux communal, régional et national, afin de déterminer la phase du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire; et il activera la cellule d'intervention intersectorielle pour assurer la coordination d'interventions efficaces lors de crises.
68. Grâce à l'appui fourni par le module des télécommunications d'urgence, le PAM renforcera le rôle du Gouvernement en tant que premier intervenant lors des futures crises. Les systèmes améliorés de télécommunications d'urgence comprendront des services aériens à la demande et le déploiement de drones qui permettront d'évaluer la situation des communautés sinistrées dans les zones inaccessibles. Le bureau de pays continuera d'examiner également les possibilités d'accueil permanent des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, afin d'appuyer les mouvements du personnel humanitaire essentiel, du matériel et des vaccins.
69. Le PAM travaillera en partenariat avec le Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et le Ministère de l'économie et de la planification en vue de lancer un plan national de mobilisation des ressources pour la lutte contre la faim. Les conclusions d'une étude de 2014 sur le coût de la faim permettront d'évaluer le retour sur investissement des programmes de prévention de la malnutrition. En collaboration avec le Gouvernement, les donateurs et la Banque mondiale, le PAM étudiera également les possibilités de financement des risques de catastrophe, y compris le financement fondé sur les prévisions météorologiques, la micro-assurance liée à l'initiative R4 et la macro-assurance par l'intermédiaire de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques³⁰ et déterminera les instruments susceptibles d'apporter une réponse aux risques dans le cadre d'un système public de protection sociale réactif en cas de choc.

Activités essentielles

Activité 5: Apporter un appui au Gouvernement et aux partenaires en matière d'évaluation, d'analyse, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, y compris des services aériens

70. Le PAM aidera le BNGRC et la cellule d'intervention intersectorielle à mettre en place un système unifié de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise qui regroupe les évaluations nationales du dispositif d'alerte rapide, les analyses réalisées au titre du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et la coordination des interventions d'urgence conformément à la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe (2016-2030). Une attention particulière sera accordée à l'amélioration de l'analyse détaillée et coordonnée des données issues du suivi de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la vulnérabilité, de la démographie et des campagnes agricoles dans le Grand Sud ainsi qu'à la collecte et à l'analyse de données ventilées par sexe et par âge. Le PAM aidera aussi le BNGRC à faire la synthèse des analyses communautaires réalisées dans divers secteurs qui incluent des prévisions climatiques nationales afin de définir des stratégies d'intervention et d'activer la cellule d'intervention intersectorielle en vue d'assurer une coordination efficace des interventions d'urgence et des activités de relèvement rapide en cas de crise.

³⁰ Voir <http://www.africanriskcapacity.org/>.

Activité 6: Fournir aux partenaires des services et des plateformes logistiques partagés

71. Le PAM fournira aux partenaires des services et des plateformes logistiques partagés pour s'assurer qu'ils disposent de capacités logistiques suffisantes et que des arrangements bilatéraux ont été conclus pour l'approvisionnement alimentaire. Il s'efforcera d'améliorer constamment les infrastructures d'entreposage et de stockage et les capacités en matière de transport dans le Grand Sud et veillera à ce que d'autres voies d'approvisionnement maritimes et aériennes soient disponibles en cas de besoin. Le PAM collaborera également avec les partenaires humanitaires, les autorités régionales et municipales et les parties prenantes du secteur privé dans le cadre de groupes de travail régionaux sur la logistique qui superviseront les opérations locales, s'attaqueront aux goulets d'étranglement et atténueront les difficultés liées aux infrastructures. Le PAM appuiera les investissements réalisés par l'intermédiaire de ces groupes avec pour objectif la réduction des coûts ou des délais d'intervention.

Activité 7: Fournir aux partenaires des services et des plateformes de télécommunications d'urgence partagés

72. En tant que chef de file du module des télécommunications d'urgence, le PAM veillera avec le BNGRC et le Ministère des postes, des télécommunications et du développement numérique à ce que les intervenants humanitaires aient accès aux services de télécommunications et aux services numériques essentiels. Pendant la saison des cyclones, des drones (y compris la maintenance) serviront à estimer la situation aux fins de l'alerte rapide dans les zones inaccessibles, ce qui aidera au processus décisionnel du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et à la coordination des interventions d'urgence.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

73. En raison de l'insuffisance des structures et des capacités, le PAM n'envisage pas de transférer l'ensemble de ses responsabilités au Gouvernement malgache pendant la période d'exécution de cinq ans du PSP. La stratégie de transfert est alignée sur les objectifs ambitieux du Gouvernement concernant l'élimination de la faim à l'horizon 2030. Pendant la période de mise en œuvre du PSP, le PAM suivra les progrès réalisés par rapport à plusieurs jalons, notamment la formulation de stratégies communes qui regroupent les activités des pouvoirs publics et des diverses institutions dans le cadre d'un système national de protection sociale réactif en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes, l'enregistrement préalable des bénéficiaires de la protection sociale à l'aide de SCOPE, la mise sur pied d'un système national de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise efficace et équitable, coordonné et supervisé par les pouvoirs publics, et l'élargissement des modalités de mise en œuvre et de gestion partagées pour le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1	1 050 923	1 172 886	630 045	578 764	3 432 618
2	2	269 665	248 922	21 835	5 459	545 881
3	3	86 141	33 924	27 634		147 699
4	4	69 600	72 000	50 400	48 000	240 000
Total, chevauchements compris		1 476 329	1 527 732	729 914	632 223	4 366 198
Total, hors chevauchements		1 061 203	1 051 921	563 087	417 674	3 093 885

74. L'échelle de l'activité 1 se fonde sur les interventions passées et permet au PAM d'élargir les opérations en cas de crise. On estime que 1,2 million de bénéficiaires touchés par la sécheresse recevront une assistance alimentaire non assortie de conditions et une assistance 3A assortie de conditions au cours des cinq années de mise en œuvre du PSP.
75. Au titre de l'activité 2, environ 320 000 enfants en moyenne chaque année recevront des repas scolaires, dont la moitié seront des filles. On estime que 216 000 enfants de 6 à 23 mois et 138 000 filles et femmes enceintes ou allaitantes bénéficieront d'un ensemble de mesures de prévention de la malnutrition chronique au titre de l'activité 3. Les activités 3A et d'Appui aux marchés au profit des petits exploitants menées au titre de l'activité 4 bénéficieront à 240 000 femmes, hommes, garçons et filles des communes de résilience ciblées pendant cinq ans.
76. Dans le cadre de l'activité 3, l'assistance en nature sera progressivement remplacée par des transferts de type monétaire pour l'alimentation scolaire, l'objectif étant de fournir 72 pour cent de l'assistance sous forme de transferts de type monétaire en 2023. Chaque année, le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale permettra à jusqu'à 12 000 petites productrices bénéficiant d'un appui au titre de l'activité 4 de participer à des chaînes de valeur.
77. Des approches susceptibles de faire évoluer les relations entre les sexes, les considérations se rapportant à la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées seront prises en compte dans toutes les activités. Tous les transferts s'accompagneront d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin de favoriser des pratiques appropriées en matière de nutrition et de santé. La plateforme SCOPE servira à enregistrer tous les bénéficiaires du PAM afin d'éviter le double comptage et d'améliorer le suivi des bénéficiaires.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>) PAR ACTIVITÉ																					
	Effet direct stratégique 1											Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3						Effet direct stratégique 4	
	Activité 1											Activité 2		Activité 3						Activité 4	
Type de bénéficiaire	Ménages vulnérables - distribution générale de vivres	Ménages vulnérables - distribution générale de vivres	Fillles et femmes enceintes ou allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois	Ménages vulnérables - activités 3A	Ménages vulnérables - activités 3A	Malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois	Ration de protection	Enfants d'âge scolaire	Personnes atteintes de la tuberculose ou du VIH	Personnes atteintes de la tuberculose ou du VIH	Enfants d'âge scolaire	Enfants d'âge scolaire	Fillles et femmes enceintes ou allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 6 à 23 mois	Fillles et femmes enceintes ou allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois	Adolescentes	Ménages vulnérables	Ménages vulnérables
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Micronutriments en poudre												0,4									
Total kcal/jour	2 009		940	281	2 009		535	2 009	714	940		714		940	281	108				1 880	
% de kcal d'origine protéique	9		13	9	9		11	9	10	13		10		13	9	10				10	
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)		0,4				0,4					0,14		0,16					0,3	0,3	0,10	0,29
Nombre de jours d'alimentation par mois	15	15	30	30	20	20	30	15	20	30	30	17,5	17,5	30	30	30	30	30	30	20	20

LNS-MQ = supplément nutritif à base de lipides – quantité moyenne.

LNS-SQ = supplément nutritif à base de lipides – petite quantité.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	117 756	44 450 343
Légumes secs	20 263	7 815 711
Huile et matières grasses	10 585	7 767 117
Aliments composés et mélanges	15 118	21 024 757
Autres	115	2 084 753
Total (produits alimentaires)	163 837	83 142 681
Transferts de type monétaire		75 326 258
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	163 837	158 468 939

78. Les personnes touchées par une crise recevront une assistance alimentaire non assortie de conditions, sous forme de produits alimentaires et de transferts de type monétaire au titre de l'activité 1. Les enfants de 6 à 23 mois et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes recevront une ration supplémentaire aux fins de la prévention de la malnutrition et les enfants atteints de malnutrition aiguë modérée une ration quotidienne de 100 grammes de suppléments nutritionnels prêts à consommer. Les enfants de 6 à 23 mois des communes *miaro* et des communes de résilience ciblées recevront un supplément nutritif enrichi à base de lipides à forte teneur énergétique. Les personnes bénéficiant des conseils et du soutien offerts en matière de nutrition recevront une ration de SuperCereal et d'huile. Une ration à emporter sera fournie 20 jours par mois pendant deux mois aux écoliers du primaire touchés par les cyclones.
79. Les repas scolaires comprendront des suppléments de micronutriments en poudre. Le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale contribuera à améliorer la variété et la valeur nutritionnelle des repas scolaires en utilisant des produits frais locaux. Le PAM examinera la ration alimentaire scolaire avec le Ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement technique et professionnel conformément aux recommandations issues de l'étude de 2017 sur les moyens de combler le déficit en nutriments. Les petits exploitants des communes de résilience recevront une ration dans le cadre des activités 3A pendant les périodes d'insécurité alimentaire saisonnière.
80. Un suivi de la sécurité alimentaire des groupes ciblés tenant compte de la problématique femmes-hommes aidera à prendre les décisions relatives aux transferts. La valeur des transferts de type monétaire sera calculée à partir du coût d'achat d'un assortiment alimentaire apportant la même quantité de calories que la ration alimentaire en nature du PAM, en tenant compte des préférences alimentaires et des denrées disponibles localement. Le choix des modalités de transfert se fera sur la base des évaluations de la disponibilité saisonnière des produits sur les marchés locaux, de la présence de prestataires de services financiers, de l'accessibilité, des préférences alimentaires locales, des problèmes de protection, de la problématique femmes-hommes et des tendances des prix, sur la base des constatations issues du système mobile du PAM d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

81. Le PAM renforcera les capacités des institutions nationales au titre de tous les effets directs stratégiques, en s'appuyant sur des estimations conjointes des besoins et des lacunes et sur des plans de travail pour l'ensemble des effets directs stratégiques. La coopération Sud-Sud et le renforcement des capacités seront axés sur: la planification, la conception et la coordination d'un système national de protection sociale réactif en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes; la création d'un comité multisectoriel de pilotage national pour améliorer la qualité du programme d'alimentation scolaire; un appui pour renforcer les évaluations de la nutrition et gérer les interventions alimentaires à grande échelle; l'assistance technique pour renforcer les compétences et les capacités nationales en matière de programmation conjointe d'activités en faveur de la résilience; le renforcement des capacités nationales de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise sous la direction du BNGRC; et le renforcement des partenariats avec les États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de la Commission de l'océan Indien (Comores, Seychelles, Maurice et La Réunion) en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, de systèmes d'alerte rapide et de coordination des ressources afin d'assurer le meilleur rapport coût-efficacité et d'éviter les redondances.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

82. Par l'intermédiaire du module de la logistique, le PAM fera en sorte que les plans et les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise soient en place dans le Grand Sud, que l'assistance alimentaire soit fournie en toute sécurité et que les bénéficiaires soient protégés pendant tout le cycle des distributions. Des normes éthiques garantiront le respect, par tous les acteurs, des principes de concurrence, de transparence, de séparation des fonctions et de responsabilité. Les denrées alimentaires seront achetées aux niveaux local, régional et international ou proviendront de dons en nature.
83. Les céréales et les légumes secs seront achetés sur les marchés nationaux – une partie auprès de fournisseurs commerciaux et l'autre partie par l'intermédiaire d'associations de petits exploitants agricoles afin de soutenir l'accès au marché et le renforcement des capacités – en fonction des évaluations des marchés et des arrangements conclus dans le cadre de l'Appui aux marchés au profit des petits exploitants. Un mécanisme d'achats anticipés permettra de réduire les délais de livraison et d'optimiser les prix des marchés passés au niveau international. Les produits entreront à Madagascar par les ports de Tamatave, Toliara et Fort Dauphin. Quatre sites d'entreposage supplémentaires couvriront le sud de Madagascar.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

84. Le PAM procède actuellement à une évaluation de l'état de préparation de son personnel afin de passer en revue la structure des effectifs, les responsabilités et les capacités à Madagascar. L'équipe du bureau de pays comptera autant d'hommes que de femmes, mettra l'accent sur la transversalité entre les unités et encouragera des méthodes de travail inclusives. Le PAM renforcera les compétences du bureau de pays en matière de problématique femmes-hommes.
85. Le PAM élaborera et appliquera un système de gestion de la sécurité et de la santé sur les lieux de travail, conformément à sa politique en la matière (OED2016/003). Il participera également à des activités conjointes de promotion de la santé de son personnel et du personnel des organismes partenaires.

4.5 Partenariats

86. Les partenaires gouvernementaux seront le Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, le BNGRC, la cellule d'intervention intersectorielle et le groupe de travail de la protection sociale. Les repas scolaires seront distribués en partenariat avec le Ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement technique et professionnel, la Direction régionale de l'éducation et les conseils d'école. Le PAM collaborera avec le Ministère de la santé publique et l'ONN pour ce qui est de la prévention de la malnutrition et de l'appui en matière de santé et de nutrition maternelles et infantiles. Il travaillera en partenariat avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, le BNGRC et Météo-Madagascar pour aider les petits exploitants à s'adapter aux changements climatiques et à avoir accès aux marchés.
87. Les partenaires des Nations Unies collaborant pour établir un système intégré de protection sociale dans le Grand Sud seront l'UNICEF, le PNUD et la Banque mondiale, l'UNICEF appuyant les activités spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle, y compris les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et les organismes ayant leur siège à Rome les activités 3A, l'initiative Achats au service du progrès, les activités d'Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et les activités de renforcement de la résilience. Des activités conjointes d'évaluation de la vulnérabilité, de ciblage et de suivi menées avec l'UNICEF, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le FNUAP appuieront l'analyse de la problématique femmes-hommes, aideront à recenser les facteurs d'exclusion sociale et à y remédier, garantiront le respect des normes de protection et contribueront à la prévention de l'exploitation sexuelle et de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Des stratégies de mobilisation des ressources pour la réalisation de l'ODD 2 seront étudiées en partenariat avec le Gouvernement, la Banque mondiale et les donateurs.
88. Tous les partenaires gouvernementaux du PAM et des Nations Unies seront invités à faire partie du comité de pilotage national chargé de superviser l'exécution du PSP. Les mémorandums d'accord du PAM seront mis à jour en fonction des besoins du PSP et du PNUAD révisé. Des accords de partenariat stratégique seront conclus avec des ONG spécialisées dans les communes de résilience ciblées. Pour chaque effet direct stratégique et chaque bureau de section, le PAM élaborera un plan opérationnel annuel avec ses homologues du Gouvernement, des Nations Unies, des ONG et des organisations locales d'aide. Ces plans détailleront les activités et les engagements de chaque partenaire visant à faire évoluer les relations entre les sexes. Le PAM s'emploiera à améliorer les capacités de ses partenaires concernant les diverses dimensions de la problématique femmes-hommes et établira des réseaux et des partenariats avec des organisations vouées à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

89. Le bureau de pays actualisera ses plans de suivi, d'examen et d'évaluation de façon à tenir compte des stratégies de suivi et d'évaluation du PAM et du bureau régional. Sur la base des conclusions du rapport de la synthèse d'évaluations de 2018, le plan définira les indicateurs de performance du bureau de pays, définira les procédures de collecte, d'analyse et d'utilisation des données et encouragera les investissements dans les systèmes de recherche, d'analyse, de suivi et d'évaluation afin de guider la prise de décisions et la conception des programmes. Le PAM aura recours à un suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes et recueillera et analysera des données ventilées par sexe et par âge pour tous les effets directs du PSP. Les indicateurs feront l'objet d'un suivi par

rapport aux valeurs de référence qui seront définies à l'aide d'une enquête réalisée après le lancement du PSP.

90. Avec l'appui du bureau régional, le bureau de pays améliorera le suivi des produits en formant et en soutenant des contrôleurs de terrain dans tous les bureaux auxiliaires. Pour surmonter les difficultés d'accès, le PAM sous-traitera le suivi des effets directs à trois prestataires de services du secteur privé. Les données du suivi seront actualisées en temps réel au moyen de systèmes mobiles utilisant le logiciel Open Data Kit. Les plateformes de visualisation des données Ona et Tableau seront testées pour voir si elles pourraient servir pour l'examen rapide des données. Les données du suivi trimestriel après distribution et des centres d'appels indépendants permettront de vérifier si le principe de responsabilité à l'égard des populations touchées est bien respecté.
91. Des dispositions relatives au suivi conjoint avec l'UNICEF, ONU-Femmes, le FNUAP et les autres organismes ayant leur siège à Rome amélioreront l'efficacité de la collecte des données, la triangulation et le rayon d'action, et donc la qualité des analyses de la problématique femmes-hommes, de la protection, de la violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi que de la corrélation entre le sexe, la prise de décisions et la maîtrise des actifs et des rations. Le PAM encouragera l'utilisation d'outils de suivi innovants tels que le système mobile d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, et collaborera avec le groupe des Nations Unies chargé de l'information, du suivi et de l'évaluation pour suivre les progrès de l'exécution du PNUAD et avec le système national intégré de suivi et d'évaluation pour améliorer la cohérence entre le PNUAD et le plan national de développement.
92. À la fin du premier semestre de 2021, le bureau de pays commandera un examen à mi-parcours du PSP. Cet examen sera suivi, au début de 2022, par une évaluation décentralisée de la réorientation stratégique vers des programmes en faveur de la résilience, des progrès accomplis en matière d'appui au système national de protection sociale réactif en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes, et de l'impact des activités de renforcement des capacités. Fin 2022, le Bureau de l'évaluation du PAM commandera une évaluation centralisée du PSP afin de s'assurer que les enseignements tirés du PSP puissent servir pour le futur cycle de programmation.
93. Des résumés statistiques trimestriels des résultats du PSP serviront à prendre les décisions concernant la gestion et seront partagés avec les partenaires du pays et de la région. Le rapport annuel sur les résultats résumera les progrès et les résultats obtenus dans le cadre du PSP et sera communiqué à toutes les parties prenantes. Les résultats des examens semestriels et annuels, des évaluations et des études réalisés seront communiqués aux parties prenantes tout au long de la période d'exécution du PSP.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

94. Après les élections de 2018, les engagements pris par le Gouvernement en ce qui concerne l'examen stratégique Faim zéro risquent de changer, ce qui pourrait compromettre la mise en œuvre des activités du PSP par le PAM. Ce risque sera atténué en intensifiant l'action de plaidoyer auprès des dirigeants nationaux, en renforçant les capacités des structures territoriales décentralisées, en mobilisant des ressources et en élaborant des cadres communs pour la formation et l'appui du personnel.
95. Les catastrophes liées au climat devraient augmenter en fréquence et en intensité, et faire des ravages parmi les populations déjà vulnérables, en particulier dans le Grand Sud. Le PAM collaborera avec le BNGRC et ses homologues des Nations Unies pour améliorer le système national de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise et lutter contre l'insécurité alimentaire chronique en renforçant la résilience à long terme, en partenariat avec les collectivités locales.

96. Des déficits de financement ou un manque de coordination avec les autres organismes des Nations Unies pourraient nuire à la bonne exécution des activités du PSP. Le PAM utilisera le PSP comme base pour sa collaboration avec les organismes des Nations Unies et les donateurs par l'intermédiaire du PNUAD révisé, qui sera à son tour supervisé par un comité directeur composé de représentants des donateurs, du Gouvernement et des partenaires des Nations Unies.
97. Les inégalités de genre risquent de compromettre la réalisation de progrès durables s'agissant de l'objectif Faim zéro.

Risques opérationnels

98. La sûreté et la sécurité des bénéficiaires pourraient être mises en péril pendant les distributions si les conditions locales de sécurité se détériorent ou si les sites de distribution sont très éloignés de leur lieu de vie. Le PAM collaborera avec l'UNICEF, ONU-Femmes et le FNUAP pour recenser et combattre les facteurs d'exclusion sociale, faire respecter les normes de protection et prévenir l'exploitation sexuelle et la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Risques fiduciaires

99. Dans les zones où les conditions de sécurité se détériorent en raison de vols de bétail, de troubles sociaux ou de l'incertitude politique, le personnel du PAM et de ses partenaires bénéficiera d'une formation avancée en matière de sécurité et d'un accompagnement pour la gestion du stress. Le PAM examinera la pertinence des modalités de transfert en nature ou de type monétaire compte tenu des problèmes de sécurité.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)							
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6*	Total
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
1	16 512 002	32 470 185	28 909 805	24 843 706	21 829 472	12 443 881	137 009 050
2	4 409 530	9 715 944	10 193 027	12 071 460	14 846 692	12 309 232	63 545 884
3	2 930 309	6 895 510	7 969 343	9 363 623	9 828 271	6 177 088	43 164 143
4	2 886 262	5 319 607	8 624 644	12 246 254	12 263 527	6 231 245	47 571 540
5	3 115 763	606 842	627 685	660 044	697 636	425 454	6 133 424
Total	29 853 865	55 008 088	56 324 504	59 185 087	59 465 598	37 586 900	297 424 041

* Comme la mise en œuvre du PSP démarre au milieu de 2019, des budgets semestriels sont présentés pour la première et la sixième années.

6.2 Perspectives de financement

100. Le budget du PSP pour cinq ans (2019-2024) est estimé à 297 millions de dollars, le niveau annuel moyen des dépenses se situant à 59 millions de dollars. Compte tenu de l'augmentation prévue d'une année sur l'autre du recours aux transferts de type monétaire, ces derniers devraient atteindre 89 millions de dollars pour les cinq ans de la période d'exécution, soit 38 pour cent du montant total des transferts. Alors que les donateurs devraient continuer de donner la priorité aux activités d'intervention face aux crises, le PAM

élaborera des stratégies à long terme pour la mobilisation conjointe de financements en faveur des activités liées à la protection sociale et au renforcement de la résilience et des capacités avec ses partenaires.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

101. Fort de son savoir-faire et de sa capacité avérée d'exécution à grande échelle, le PAM entend améliorer les liens opérationnels entre la préparation aux situations d'urgence, l'intervention en cas de crise, le relèvement rapide, le renforcement de la résilience et les activités conçues pour améliorer l'égalité entre les sexes. Pour y parvenir, il s'efforcera de mobiliser des financements pluriannuels auprès de donateurs habituels ou autres. Un travail de recensement des donateurs a été entrepris et un plan d'action concernant les partenariats élaboré, qui précise les stratégies retenues pour promouvoir une compréhension commune des besoins et des défis à venir par des visites conjointes sur le terrain, des examens de l'état d'avancement des activités et des communications. Les partenariats seront essentiels au succès du PSP, et le PAM s'efforcera d'aligner ses compétences et ses intérêts stratégiques sur ceux de ses partenaires dans le cadre d'actions conjointes de mobilisation des ressources.

6.4 Hiérarchisation des priorités

102. Le bureau de pays a préparé des scénarios des priorités pour chaque effet direct stratégique, lesquels seront adaptés en fonction des besoins. Conformément au mandat et aux capacités du PAM, le bureau de pays exécutera les programmes dans l'ordre de priorité suivant:
- soutien aux ménages et aux communautés touchés par une crise;
 - soutien aux groupes de populations et aux zones géographiques les plus vulnérables;
 - exécution des programmes qui sont déjà financés et dont les calendriers de financement et les échéances de dépenses sont définis;
 - activités visant à combler le déficit de financement des programmes insuffisamment financés; et
 - activités visant à mobiliser de nouveaux financements en faveur des programmes qui sont en général insuffisamment financés.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR MADAGASCAR (2019-2024)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les femmes, les hommes, les garçons et les filles touchés par une crise dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels avant, pendant et après les crises

Catégorie d'effet direct correspondante:

Tient compte de la nutrition

Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les partenaires coopérants ont les capacités voulues.

Coordination et synergie au sein des autres parties prenantes du module d'urgence

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de diversité alimentaire

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Traitement antituberculeux: taux de récupération nutritionnelle

Activités et produits

1. Apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations vulnérables en cas de crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les enfants inscrits dans les écoles primaires des zones touchées par une crise reçoivent des rations à emporter qui les aident à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorisent la fréquentation scolaire (A: Ressources transférées)

Les enfants inscrits dans les écoles primaires des zones touchées par une crise reçoivent des rations à emporter qui les aident à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et favorisent la fréquentation scolaire (B: Aliments nutritifs fournis)

Les communautés touchées par une crise bénéficient de la création et du redressement rapide d'actifs, ce qui leur permet de rétablir leurs moyens d'existence (D: Actifs créés)

Les femmes et les hommes touchés par une crise des communautés ciblées reçoivent une assistance alimentaire et monétaire assortie de conditions qui leur permet de protéger et de rétablir leurs moyens d'existence (A: Ressources transférées)

Les femmes, les hommes, les garçons et les filles touchés par une crise des communautés ciblées reçoivent en temps utile une assistance alimentaire et monétaire suffisante qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Les femmes, les hommes, les garçons et les filles touchés par une crise des communautés ciblées reçoivent en temps utile une assistance alimentaire et monétaire suffisante qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes atteintes du VIH ou de la tuberculose qui sont vulnérables et touchés par une crise reçoivent en temps voulu et en quantité suffisante des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui permettent de prévenir et de traiter la malnutrition aigüe (A: Ressources transférées)

Les enfants, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes atteintes du VIH ou de la tuberculose qui sont vulnérables et touchés par une crise reçoivent en temps voulu et en quantité suffisante des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui permettent de prévenir et de traiter la malnutrition aigüe (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes atteintes du VIH ou de la tuberculose qui sont vulnérables et touchés par une crise reçoivent en temps voulu et en quantité suffisante des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui permettent de prévenir et de traiter la malnutrition aigüe (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Effet direct stratégique 2: Les élèves des écoles primaires des zones ciblées ont accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive dans le cadre d'une stratégie de protection sociale menée par le Gouvernement

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Prise en charge par l'homologue gouvernemental et stabilité politique

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Taux de poursuite des études

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Activités et produits

2. Fournir des repas scolaires dans les régions ciblées et les pérenniser en aidant le Gouvernement à instituer des politiques et des programmes équitables d'alimentation scolaire s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale de protection sociale (Repas scolaires)

Les enfants scolarisés dans les écoles primaires ciblées des zones touchées par l'insécurité alimentaire reçoivent tous les jours un repas nutritif et bénéficient de services complémentaires à dimension nutritionnelle qui facilitent leur accès à des aliments nutritifs et à l'éducation (A: Ressources transférées)

Les enfants scolarisés dans les écoles primaires ciblées des zones touchées par l'insécurité alimentaire reçoivent tous les jours un repas nutritif et bénéficient de services complémentaires à dimension nutritionnelle qui facilitent leur accès à des aliments nutritifs et à l'éducation (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants des écoles primaires ciblées consomment des aliments nutritifs produits et fournis par les communautés locales (alimentation scolaire utilisant la production locale) (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les enfants des écoles primaires ciblées consomment des aliments nutritifs produits et fournis par les communautés locales (alimentation scolaire utilisant la production locale) (N*: Alimentation scolaire assurée)

Les élèves du primaire des zones ciblées bénéficient des capacités renforcées des institutions publiques qui mettent en œuvre le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans le cadre d'une stratégie globale de protection sociale réactive en cas de choc et tenant compte de la problématique femmes-hommes qui favorise l'accès à des aliments nutritifs et à l'éducation (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3: L'état nutritionnel des populations en situation de vulnérabilité nutritionnelle dans les zones où les taux de dénutrition sont systématiquement élevés s'améliore

Catégorie d'effet direct
correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Acceptation par les groupes ciblés des pratiques appropriées en matière de santé et d'assainissement. La question relative à l'évolution de la société et des comportements est traitée.

Indicateurs d'effet direct

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits**3. Fournir des services de nutrition aux populations exposées au risque de dénutrition (Prévention de la malnutrition)**

Les enfants âgés de 6 à 23 mois et les filles et femmes enceintes ou allaitantes ciblées bénéficient en temps voulu d'un ensemble intégré de services de nutrition, y compris des produits nutritionnels spécialisés correspondant à leurs besoins, qui aident à prévenir la dénutrition (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 23 mois et les filles et femmes enceintes ou allaitantes ciblées bénéficient en temps voulu d'un ensemble intégré de services de nutrition, y compris des produits nutritionnels spécialisés correspondant à leurs besoins, qui aident à prévenir la dénutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les populations ciblées bénéficient du renforcement de la capacité des pouvoirs publics à fournir et à coordonner aux niveaux national et local des services et des plateformes pour la nutrition qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations ciblées bénéficient des activités intégrées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui permettent d'améliorer les pratiques en matière de nutrition, de santé et de santé procréative (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations ciblées bénéficient des activités intégrées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui permettent d'améliorer les pratiques en matière de nutrition, de santé et de santé procréative (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les femmes, les hommes, les filles et les garçons bénéficient de la capacité accrue des groupes communautaires, des pouvoirs publics et des acteurs du secteur privé en matière de transformation et de fourniture d'aliments enrichis de qualité (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire**Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables**

Effet direct stratégique 4: Les petits producteurs, hommes et femmes, des communautés ciblées confrontés à des chocs climatiques voient s'accroître leur accès à des débouchés lucratifs et mettent en place des systèmes alimentaires plus inclusifs, plus efficaces et plus résilients toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Approche fondée sur la résilience, y compris les aspects multisectoriels

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

4. Renforcer les compétences des petits exploitants et leur capacité d'accès aux actifs productifs, aux informations climatiques, aux services financiers et aux marchés, ainsi que leur capacité d'utilisation de ces ressources, afin d'améliorer leurs moyens d'existence et leur résilience face aux chocs climatiques (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les femmes et les hommes des ménages ciblés bénéficient en temps utile d'un soutien adapté dans le cadre d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs et d'assistance alimentaire pour la formation à dimension nutritionnelle qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels à court terme tout en améliorant leurs possibilités de subsistance (A: Ressources transférées)

Les femmes et les hommes des ménages ciblés bénéficient en temps utile d'un soutien adapté dans le cadre d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs et d'assistance alimentaire pour la formation à dimension nutritionnelle qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels à court terme tout en améliorant leurs possibilités de subsistance (D: Actifs créés)

Les petits producteurs, femmes et hommes, des communautés ciblées bénéficient équitablement des actifs communautaires, des informations sur le climat, des services financiers et des activités de renforcement des capacités et d'amélioration des compétences qui leur permettent de planifier, de diversifier et d'améliorer la production, le stockage et la consommation des aliments nutritifs et de s'adapter aux changements climatiques (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 5: Le Gouvernement et les partenaires humanitaires à Madagascar sont soutenus par des dispositifs efficaces de préparation aux situations d'urgence et d'intervention avant, pendant et après les crises

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration des plateformes de coordination commune

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Stabilité politique et institutionnelle au niveau national

Indicateurs d'effet direct

Indice des partenariats (nouveau)

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits**7. Fournir aux partenaires des services et des plateformes de télécommunications d'urgence partagés (Prestation de services et plateformes)**

Les populations touchées par une crise bénéficient des services de télécommunications d'urgence fournis par le PAM aux partenaires humanitaires qui permettent une intervention rapide avant et pendant les crises (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

6. Fournir aux partenaires des services et des plateformes logistiques partagés (Prestation de services et plateformes)

Les populations touchées par une crise bénéficient des services de télécommunications d'urgence fournis par le PAM aux partenaires humanitaires qui permettent une intervention rapide avant et pendant les crises (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

5. Apporter un appui au Gouvernement et aux partenaires en matière d'évaluation, d'analyse, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, y compris des services aériens (Analyse, suivi et évaluation)

Les populations touchées par une crise bénéficient de la capacité renforcée des institutions publiques de mobiliser et de coordonner les ressources internes et externes pour la prestation de services intégrés de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Les populations touchées par une crise bénéficient de la chaîne d'approvisionnement et d'autres services sur demande ainsi que du renforcement des capacités des pouvoirs publics et des partenaires humanitaires assuré par le PAM, en recevant une assistance rapidement avant et pendant les situations d'urgence (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations touchées par une crise bénéficient de la chaîne d'approvisionnement et d'autres services sur demande ainsi que du renforcement des capacités des pouvoirs publics et des partenaires humanitaires assuré par le PAM, en recevant une assistance rapidement avant et pendant les situations d'urgence (K: Partenariats appuyés)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité (nouveau)

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité (nouveau)

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)						
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 8	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Transferts	107 111 528	49 582 804	33 599 355	37 636 947	5 076 472	233 007 107
Mise en œuvre	12 918 052	6 215 097	4 278 807	4 098 332	233 929	27 744 218
Coûts d'appui directs ajustés	8 617 415	3 869 596	2 651 549	2 932 833	448 682	18 520 076
Total partiel	128 646 996	59 667 497	40 529 711	44 668 112	5 759 083	279 271 400
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	8 362 055	3 878 387	2 634 431	2 903 427	374 340	18 152 641
Total	137 009 050	63 545 884	43 164 143	47 571 540	6 133 424	297 424 041

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
4R	Initiative en faveur de la résilience des communautés rurales
APD	Aide publique au développement
BNGRC	Bureau national de gestion des risques et catastrophes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
ONN	Office national de nutrition
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	Plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
SCOPE CODA	Application cloud du PAM de gestion des données des programmes relatifs au traitement de la malnutrition
SIDGS	stratégie de développement intégré du Grand Sud
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance